

Chantal Mouffe

«Le populisme ne constitue pas une pathologie de la démocratie»

INTERVIEW

BERNARD ROISIN

Philosophe politique de tendance postmarxiste, notre compatriote Chantal Mouffe, professeure à l'Université de Westminster, plaide dans son dernier livre, «Pour un populisme de gauche», pour que les gauches progressistes adoptent une stratégie populiste de façon à construire une frontière politique entre le peuple et l'oligarchie, dans le respect des institutions démocratiques et en opposition aux clichés et amalgames trop souvent véhiculés à propos du populisme.

Le populisme est-il inhérent à la démocratie?

Oui, s'il est compris en référence à la souveraineté du peuple. Les partis politiques se réfèrent d'ailleurs toujours à la défense de la nation, du peuple, de l'intérêt général. Aucun d'eux ne va prétendre défendre les intérêts d'un secteur particulier. Le populisme ne constitue donc pas une pathologie ou une perversion de la démocratie, mais en est une dimension inhérente.

Afin d'appréhender ma thèse, il convient de laisser de côté tous les stéréotypes et préjugés sur le populisme véhiculés par les médias traditionnels, y compris de gauche.

Nous vivons aujourd'hui un «moment populiste» qui consiste dans l'émergence de multiples résistances à la situation actuelle de postdémocratie, qui est la conséquence de l'hégémonie néolibérale. Résistances qui cherchent à récupérer la souveraineté populaire pour s'opposer aux forces qui sont garantes de l'ordre néolibéral au travers d'une frontière politique.

La caractéristique principale du populisme est la construction de la frontière politique entre un «nous» et un «eux» en termes de peuple et d'establishment: ceux d'en bas contre ceux d'en haut.

Tout dépend de la manière dont on construit cette frontière entre le nous et le eux. C'est là que se trouve la différence entre le populisme de droite et le populisme de gauche. Dans le cas du populisme de gauche, le «nous» est construit au travers de l'articulation et la création d'une chaîne d'équivalences entre une série de demandes démocratiques: des classes populaires et de certains secteurs de la classe moyenne, avec les luttes antiracistes, écologiques et féministes. Le «eux», l'adversaire, ce sont les forces du néolibéralisme.

Dans les médias, le populisme n'est

pourtant pas très... populaire?

Les défenseurs de l'ordre établi et du consensus au centre, comme Emmanuel Macron par exemple, tentent de se prémunir contre tous ceux qui remettent en question leur hégémonie, en les présentant comme extrémistes et antidémocrates. À leurs yeux, il n'y a pas de différence fondamentale entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, présentés comme les deux faces de la même monnaie antidémocratique. Leur objectif, c'est de stigmatiser toute tentative de remettre en question l'hégémonie néolibérale.

Emmanuel Macron serait-il un populiste du centre?

Absolument pas. Certes, Macron définit une frontière, mais entre conservateurs et progressistes. Il ne s'agit pas d'une frontière politique au sens où je l'entends, mais plutôt de nature moraliste: les bons contre les mauvais. La construction d'une frontière politique se base toujours sur l'idée d'un conflit fondamental, ce qui n'est pas le cas de l'opposition entre progressistes et conservateurs. Ce n'est pas une frontière qui met en jeu des intérêts économiques ou un modèle de société, mais une différence d'opinions. Parler de populisme du centre ne fait pas sens, car il n'y a pas de populisme sans construction d'une frontière: or, au centre, il n'y en a pas...

On trouve un autre modèle de construction de la frontière dans le marxisme, qui la bâtit sur l'opposition entre classe ouvrière et bourgeoisie, capital contre travail. Cette frontière existe toujours, mais elle n'est pas suffisante pour exprimer une série d'autres demandes qui procèdent d'antagonismes différents qui ne peuvent être traduits dans ce rapport capital-travail. La question des classes moyennes précarisées, la lutte des féministes, ne peuvent, entre autres, être réduites à l'opposition capital/travail. Il faut désormais bâtir cette frontière de manière transversale, en y incluant toute une série de demandes dites «sociétales»...

Corbyn, Sanders et Mélenchon...

En quoi sont-ils différents?

Il faut les appréhender dans leur contexte: Corbyn est tout à fait représentatif de la Grande-Bretagne, de l'importance qu'y avait le parti travailliste. En France, l'exemple de Mélenchon est tout à fait différent: il s'agit d'un mouvement nouveau et pas de la transformation du parti socialiste. C'est aussi le cas de Podemos en Espagne.

En Belgique, le PTB représente-t-il ce populisme de gauche?

J'avoue connaître beaucoup mieux la politique française que belge et je ne connais pas suffisamment le programme du PTB pour me prononcer. Je n'ai jamais rencontré leurs dirigeants, dont Raoul Hedebouw, que l'on présente comme quelqu'un d'intéressant. Pour ma part, je connais et apprécie Paul Magnette que j'ai rencontré à plusieurs reprises et qui représente à mes yeux un espoir de réformation du Parti socialiste.

Étonnamment, vous faites référence à Margaret Thatcher qui, écrivez-vous, en tant que populiste de droite, a réussi à réformer la société anglaise. Et vous expliquez qu'il y a des choses à retenir de sa stratégie pour le populisme de gauche...

Oui, car Thatcher a établi une frontière face à cette alliance entre travaillistes et conservateurs à l'époque de l'hégémonie sociale-démocrate.

Après la guerre, c'est le modèle keynésien qui s'impose et avec lui le Labour: les conservateurs ont accepté ce modèle, en quelque sorte mis en place par les travaillistes. Margaret Thatcher a brisé ce consensus en rétablissant une frontière politique. Se produit alors une rupture avec le modèle social-démocrate: Thatcher établit une hégémonie néolibérale, qui s'est maintenue après la fin de la domination conservatrice, lorsque le Labour est revenu aux affaires avec Tony Blair. C'est alors que se produit le phénomène inverse: durant les trente dernières années, les sociaux-démocrates du Labour ont accepté le modèle de Thatcher. Cette dernière affirmait d'ailleurs qu'il s'agissait de sa plus grande victoire.

Jeremy Corbyn serait-il en train de refaire le geste de Thatcher, de provoquer une rupture?

En effet. La politique de Corbyn représente une rupture claire avec le blairisme, au point que ce dernier envisage la création d'un nouveau parti. En établissant une stratégie populiste, le Labour de Corbyn veut rompre avec le modèle néolibéral et ce consensus qui règne depuis quarante ans, afin de créer une nouvelle forme d'hégémonie.

Au travers de la stratégie de Thatcher, je démontre que l'on peut transformer profondément la société sans mettre en péril la démocratie représentative, contrairement à ce que prétendent les opposants au populisme. Il est possible de transformer profondément l'ordre hégémonique sans mettre en question la constitution ou les institutions du libéralisme démocratique, ce qu'a réalisé Margaret Thatcher. En

conséquence, mon plaidoyer s'oppose à un certain type de gauche marxiste qui affirme que la démocratie libérale pluraliste n'est pas réformable. Le populisme de gauche que je défends ne suppose pas l'abandon des institutions démocratiques,

mais leur radicalisation.

L'argument central de mon propos est que ce n'est qu'à travers le populisme de gauche que l'on peut lutter contre la post-démocratie et trouver une issue progressiste à la crise actuelle de l'hégémonie néolibérale.